

Le Temps, page 3 Temps fort
16.12.2010

Crimes de premier ministre

La rumeur courait depuis des années. Dick Marty l'a confirmée, avec force détails sordides.

Des prisonniers serbes au Kosovo ont été exécutés pour récupérer leurs reins

Le premier ministre kosovar, Hashim Thaçi, est au coeur de l'enquête. Il dirigeait en 1999, au sein de l'UÇK, le «Groupe de Drenica», qui a organisé les meurtres et le trafic d'organes

InfoSud/Carole Vann

Un trafic d'organes au coeur de l'Europe. L'évocation est tellement macabre que la communauté internationale a préféré laisser croire à la rumeur. Aujourd'hui, dans un rapport solidement documenté et qui doit être discuté ce jeudi au Conseil de l'Europe à Strasbourg, le Suisse Dick Marty confirme que des responsables de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK), l'ancien mouvement indépendantiste albanais, actif à la fin des années 1990, se sont livrés à un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes en 1999 et 2000.

«De nombreux indices semblent confirmer que [...] des organes auraient été prélevés sur des prisonniers dans une clinique en territoire albanais, près de Fushë-Krujë (à 20 km au nord de Tirana), pour les transporter ensuite à l'étranger à des fins de transplantation, affirme Dick Marty. Cette activité criminelle, qui s'est développée en profitant du chaos régnant dans la région et grâce à l'initiative de certains chefs des milices de l'UÇK liés au crime organisé, s'est poursuivie, bien que sous d'autres formes, jusqu'à nos jours.»

Le document de 28 pages, résultat d'une investigation de deux ans, parle d'un «noyau restreint mais incroyablement puissant de personnalités de l'UÇK» impliquées, appelé «Groupe de Drenica», dont le parrain n'était autre que l'actuel premier ministre du Kosovo, Hashim Thaçi. L'UÇK, considéré comme un allié des forces internationales, avait joué un rôle important au cours du conflit qui opposait l'OTAN à la Serbie au début des années 2000. Parmi les membres de ce réseau criminel aux ramifications internationales, le rapport identifie une autre figure historique de l'UÇK, Shaip Muja. Ce chirurgien est actuellement conseiller auprès du cabinet de Hashim Thaçi. Le rapport, qui identifie quantité de personnes et de lieux, parle aussi sur territoire albanais d'un «centre de réception dernier cri pour le crime organisé du trafic d'organes. Cette structure était dessinée comme une clinique chirurgicale improvisée. Les organisateurs auraient par la suite transporté les organes humains hors d'Albanie pour les vendre à des cliniques privées étrangères.»

Des chauffeurs de fourgonnettes et camions ont raconté comment les détenus étaient soumis à «des formes de «traitement» ou de «tri» apparemment bizarres, et notamment à des tests sanguins. Ces tests et examens étaient pratiqués aussi bien à Rripe qu'à Fushë-Krujë». D'après les sources, l'axe Fushë-Krujë avait été choisi pour accueillir ces établissements à cause de sa proximité avec le principal aéroport qui desservait Tirana.

Le rapport poursuit: «Lorsqu'il était confirmé que les chirurgiens chargés de la transplantation étaient en place et prêts à opérer, les prisonniers auraient été menés un à un hors du «refuge», sommairement exécutés par balle par un

agent de l'UÇK et leurs corps étaient transportés rapidement à la clinique où avait lieu l'opération.» Le gouvernement kosovar a condamné le rapport, invoquant «des faits sans fondement, inventés, avec pour objectif de nuire à l'image du Kosovo». La nouvelle est explosive, et pourtant il n'y a rien d'inédit dans ces révélations. Dans *La traque*, les criminels de guerre et moi, publié en 2008, Carla Del Ponte, l'ancienne procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), évoquait l'existence de ce même trafic. Selon son livre, 300 prisonniers auraient été transportés pendant l'été 1999 depuis le Kosovo jusqu'en Albanie. Hashim Thaçi, parmi d'autres dirigeants, y est cité. La procureure avait alors été traitée d'«irresponsable» par son ancienne porte-parole, Florence Hartmann, qui assurait que Carla Del Ponte «n'avait pas le début d'une preuve» pour étayer ces accusations. Les enquêteurs de la Suisse avaient pourtant localisé la «Maison jaune» à Burrell (Albanie) – une clinique clandestine où les organes auraient été prélevés – mais ils n'ont pu y trouver d'indices permettant de reconstituer la filière.

Or aujourd'hui, c'est une véritable réhabilitation de Carla Del Ponte qu'apporte le rapport de Dick Marty. «Nos 34/97

recherches nous ont permis non seulement de confirmer ces révélations, mais aussi de les préciser et de tracer un tableau sombre et inquiétant de ce qui s'est passé et, en partie, continue de se passer au Kosovo», affirme le Tessinois.

Dick Marty s'attache aussi à dénoncer le silence de la communauté internationale face à des révélations qui allaient à rebrousse-poil d'un «pragmatisme» ambiant visant avant tout à «instaurer la paix et garantir la stabilité politique de la région». «L'émotion suscitée par les crimes effroyables commis par les forces serbes a provoqué un climat selon lequel les uns étaient nécessairement considérés comme des bourreaux, les autres comme des victimes, donc inévitablement innocents. La réalité est plus nuancée et complexe», déclare Dick Marty. «Le silence et l'absence de réactions face à un tel scandale sont, en fait, tout aussi graves et inacceptables. Nous n'avons pas colporté de simples rumeurs, mais décrit des faits qui se fondent sur de multiples témoignages, des documents et des faits objectifs.»

De fait, l'investigation menée par Dick Marty s'appuie sur une armada de sources, allant des services secrets à des témoins directs qu'il a fallu ensuite «faire disparaître» pour les protéger. Victimes ou anciens combattants, journalistes d'investigation, procureurs, fonctionnaires, policiers, membres de la société civile, mais aussi représentants d'institutions judiciaires internationales [dont la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (Minuk), la Mission européenne de police et de justice au Kosovo (Eulex) et le TPIY], ou d'agences humanitaires, dont le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). «Au Kosovo, tout le monde est au courant de ce qui s'est passé et de ce qui se passe encore, mais les gens n'en parlent pas, sinon en privé», affirme Dick Marty qui explique ce silence par la terreur infligée à la population et un esprit clanique très marqué.

Le rapport tombe alors que cinq Kosovars, dont quatre médecins, et deux étrangers étaient inculpés, en octobre, à Pristina par le procureur spécial du Kosovo pour «trafic d'organes humains, de crime organisé et d'exercice illégal de la médecine». Ces inculpations sont liées à un dossier de trafic international d'organes prélevés à la clinique Medicus – que Carla Del Ponte mentionnait dans son livre – qui a défrayé la chronique. L'enquête, initiée en novembre 2008 par la police de la Minuk et du Kosovo, a été reprise par les policiers européens d'Eulex. Les journaux avaient alors expliqué que les «donneurs dans une détresse financière grave» venaient de Moldavie, du Kazakhstan, de Russie, de Turquie. Ils étaient amenés à Pristina, où leur étaient proposés environ 20 000 francs pour l'ablation d'un rein. Les clients potentiels, eux, pouvaient acheter ces organes entre 100 000 à 130 000 francs. Le procès a démarré mercredi à Pristina.

L'avenir de Thaçi en jeu

Des révélations qui mettent à mal le premier ministre kosovar

Stéphane Bussard

Que va-t-il advenir de Hashim Thaçi après les révélations du rapport Marty? Le premier ministre sortant a remporté dimanche les élections législatives. Sa formation, le Parti démocratique du Kosovo, a obtenu 33,5% des voix, mais est contrainte de composer avec des partenaires pour former une coalition. Rattrapé par son passé de cofondateur de l'Armée de libération nationale (UÇK), Hashim Thaçi, dont le nom de guerre était «le serpent», risque de sortir affaibli par le rapport du Conseil de l'Europe.

Au plan intérieur, il a déjà été sanctionné par une motion de censure du parlement kosovar au début de novembre, laquelle a provoqué la convocation d'élections anticipées. Dès dimanche, l'opposition, mais aussi des observateurs européens se sont inquiétés des soupçons de graves fraudes électorales au profit de Hashim Thaçi. En visite à Moscou, le ministre serbe des Affaires étrangères, Vuk Jeremic, a incité à s'interroger sur la gouvernance du Kosovo. Son homologue russe Sergueï Lavrov juge nécessaire de ne pas passer les conclusions du document sous silence. Chef politique de l'UÇK en 1998, Hashim Thaçi avait dirigé la délégation kosovare aux discussions de Rambouillet entre Serbes et Albanais en 1999. En 1995, il avait obtenu l'asile politique en Suisse et étudié à l'Université de Zurich.

L'enquête

LT

1999 En pleine guerre du Kosovo, la faction la plus puissante de l'UÇK, le «Groupe de Drenica», dirigée par l'actuel premier ministre Hashim Thaçi, aurait fait passer des prisonniers serbes en Albanie, les exécutant au fur et à mesure des demandes d'organes.

2004 Le médecin légiste péruvien José-Pablo Baraybar, chef de l'unité des disparus de la mission de l'ONU au Kosovo, perquisitionne la «Maison jaune» au nord de l'Albanie. Il trouve des traces de sang et du matériel médical. C'est là que des reins auraient été prélevés sur des prisonniers serbes. La maison de la famille Katuci a ensuite été nettoyée.

2008 Dans son livre *La traque, les criminels de guerre et*

moi, Carla del Ponte affirme que 300 prisonniers serbes ont été exécutés pour leurs organes et se plaint de n'avoir pu enquêter, sous pression de l'ONU.

2010 Ouverture le 14 décembre à Pristina du procès de la clinique Medicus. Sept personnes, dont un médecin turc, sont accusées d'avoir transplanté illégalement des organes, opérations facturées jusqu'à 120 000 euros.

35

«Le problème est le suivi du receveur»

Greffer un organe n'est pas si difficile. Encore faut-il le conserver...

Propos recueillis par Sylvie Arsever

«Abject, catastrophique...» Le professeur Philippe Morel, directeur chirurgical du Centre romand de transplantation n'a pas de mots assez durs pour condamner toute forme de trafic d'organes. Mais difficile à réaliser? Oui et non.

Le Temps: Faut-il un plateau technique très pointu pour procéder à des prélèvements d'organes?

Philippe Morel: Non, pas vraiment. En revanche, il faut une équipe compétente, un chirurgien qui ait la pratique de ce type d'intervention. Et surtout, il faut pouvoir assurer, à vie, un suivi de qualité au receveur. Sans ce suivi, les chances de conserver l'organe sont quasi nulles. C'est ce que nous disons aux patients qui sont tentés d'aller tenter leur chance dans un pays comme l'Inde, où il existe un marché d'organes parfois prélevés contre la volonté du donneur.

- Et dans un tel cas, assurez-vous le suivi?

- Non. Nous ne le faisons pas et nous le disons d'emblée. Notre système, auquel adhèrent tous les pays membres du Conseil de l'Europe, repose sur la transparence et la traçabilité: les règles d'attribution des organes doivent être compréhensibles, connues de tous. Et la provenance de tous les organes transplantés doit pouvoir être retrouvée. La traçabilité s'applique aussi aux produits de conservation qui doivent être perfusés dans l'organe avant le prélèvement et aux produits immunosuppresseurs utilisés après la greffe. Cela exclut toute contamination du réseau par le trafic.

- Mais cela n'exclut pas l'existence de réseaux mafieux parallèles...

- Théoriquement, on ne peut pas l'exclure. Les produits de conservation peuvent être fabriqués au noir, un suivi du receveur peut être assuré plus ou moins bien en cabinet, etc. Mais c'est surtout dans des pays connaissant des zones de grande pauvreté et un faible contrôle des autorités que ce type de pratiques a des risques de se développer.

- Ou dans un pays en guerre, même dans des conditions assez précaires?

- Je n'ai jamais entendu mentionner les soupçons dont on discute aujourd'hui. Mais techniquement, ce n'est pas impossible.

- Certains organes sont-ils plus susceptibles d'être l'objet d'un tel trafic?

- Le rein est le seul organe qu'on peut prélever contre son gré sur un donneur vivant. Mais si on est prêt à tuer le donneur, il n'y a théoriquement pas de limite.

Un symposium

LT

La fondation Brocher à Hermance (GE) organise jeudi 16 et vendredi 17 décembre un symposium pour faire le point sur le marché mondial des organes. Le Dr Monir Monirazzuman, de l'Université du Michigan, présentera notamment son étude au Bangladesh avec 33 «vendeurs d'organe» et les implications éthiques de ce commerce.

Le Temps, page 1

16.12.2010

Terriblement aveugles

Editorial

Par Serge Michel

En théorie, rien ne ressemble plus à une mère kosovare qui cherche son fils disparu aux mains des Serbes qu'une mère serbe cherchant son fils disparu aux mains de l'UÇK. En réalité, la justice internationale a, depuis une décennie, documenté avec beaucoup plus de précision les crimes serbes que les crimes albanais. Les horreurs du régime Milosevic sont bien sûr plus massives et – détail sordide – plus méthodiques. Dans le charnier de Batajnica, près de Belgrade, 707 cadavres albanais étaient enfouis en couches serrées alors que les corps serbes, au Kosovo, étaient découverts l'un après l'autre, dans les taillis, dans les puits. Mais il y a aussi les raisons politiques. L'UÇK était du bon côté, celui des libérateurs de l'OTAN. Il a donc fourni au Kosovo ses dirigeants d'après-guerre, que l'Occident n'a pas voulu déstabiliser par des enquêtes accablantes. La Suisse, qui a été l'une des premières à reconnaître l'indépendance du Kosovo, a suivi – voire inspiré – ce mouvement de quasi-absolution des crimes albanais, malgré «sa» procureure à La Haye, Carla Del Ponte, et «son» enquêteur, Dick Marty. Quel aveuglement terrible! Comment un pays d'habitude si prudent et si attentif aux droits humains a-t-il pu se montrer si partial? La Suisse porte aujourd'hui une lourde responsabilité, sans doute plus que d'autres en raison de ses liens avec l'UÇK. Car le rapport Marty démontre que le premier ministre kosovar, Hashim Thaçi, ancien étudiant à Zurich et vainqueur dimanche des élections législatives à Pristina, a dirigé durant la guerre un clan mafieux ayant trafiqué des armes, de la drogue et des organes humains.

Ainsi, parmi les milliers de victimes serbes au Kosovo, plusieurs centaines ont été exécutées dans le seul but de récupérer leurs reins: un commerce immonde aux ordres de Hashim Thaçi. Notre ministre des Affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, pourra-t-elle encore lui serrer la main comme elle l'a fait en mars 2008 lors de l'inauguration de l'ambassade suisse à Pristina